



RENDU EXECUTOIRE LE

29 JUL. 2022

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 26/07/2022

Reçu en préfecture le 26/07/2022

Affiché le

SLO

ID : 086-228600011-20220726-22_A_ESE_0056-AR

**Direction Générale Adjointe des Solidarités
Direction de l'Enfance et de la Famille
Etablissements et Schéma de l'Enfance**

ARRETE N° 2022-A-DGAS-DEF-ESE-0056

en date du 26 JUL. 2022

**Portant fixation du prix de journée
du Lieu de Vie et d'Accueil
« La Tribu de Chaume » à ANTIGNY
A compter du 29 Août 2022**

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L.221-1 à 9, L.313-8 et D.316-1 à 4 relatifs aux lieux de vie et d'accueil et aux objectifs d'évolution budgétaires définis par le Conseil Départemental ;

VU le Code Civil et notamment les articles 371-1 à 371-5 relatifs à l'autorité parentale et les articles 375 relatifs à l'assistance éducative ;

VU l'arrêté conjoint entre la Direction de la Protection Judiciaire de la Jeunesse et la Direction Générale Adjointe des Solidarités portant autorisation de création du lieu de vie et d'accueil « La Tribu de Chaume » à ANTIGNY du 22 Juillet 2022 fixant sa capacité à 6 places ;

VU le Règlement Départemental des Lieux de Vie et d'Accueil du Département de la Vienne ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : Le **prix de journée** du Lieu de Vie « La Tribu de Chaume », géré par l'association « Les Vies Dansent », est fixé du 29 Août 2022 au 31 décembre 2024, à **14,5 fois le salaire minimum de croissance (SMIC) horaire par jour et par enfant accueilli**. Ce prix **toutes taxes comprises**, recouvre l'intégralité des frais afférents à l'accueil d'enfant (rémunérations du personnel, charges sociales et fiscales y afférentes, toutes charges d'exploitation y compris celles relatives à l'accompagnement social des jeunes et à l'exercice des missions prévues au I de l'article D.316-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, amortissements, provisions,...).

ARTICLE 2 : Le paiement des prix de journée sera effectué à terme échu sur présentation d'états de frais de séjour qui seront adressés, mensuellement et en triple exemplaire, au service comptabilité de l'Aide Sociale à l'Enfance du Département compétent. Les états de frais de séjour indiquent l'identité des accueillis, le nombre de jours d'accueil dans le mois, le montant par jeune et le total à payer.

ARTICLE 3 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes. Un éventuel recours contentieux devra parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai d'un mois à compter de la réception de la réponse, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux en l'absence de réponse de l'administration.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un **délai franc d'un mois** à partir de sa notification ou de sa publication. Un recours juridictionnel sur l'application Telerecours citoyens est également possible en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : www.telerecours.fr.

ARTICLE 4 : Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités et le gestionnaire du Lieu de Vie et d'Accueil sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département lavienne86.fr et notifié aux intéressés.

Fait à POITIERS, le **26 JUL. 2022**



**Le Président,
Alain PICHON.**